

Le 12 décembre 2018 – TITRE V

DEPARTEMENT du NORD

Enquête Publique Unique sur le territoire des
Communes de BOUSBECQUE, COMINES, DEULEMONT,
HALLUIN, WARNETON et WERVICQ-SUD

Commissaire enquêteur :
Monsieur Dominique BOIDIN

Décision du Président du Tribunal Administratif de Lille
Ordonnance N° E 18000116/59 du 08 août 2018

RECALIBRAGE DE LA LYS MITOYENNE

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

MISE EN COMPATIBILITE DU DOCUMENT D'URBANISME

Procédure 4

TITRE V

AVIS ET CONCLUSIONS

Le présent dossier comprend (6) parties distinctes, d'une part le rapport d'enquête (titre I), d'autre part, les (4) conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur (titres II à V) , et les annexes (titre VI)

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne
Présenté par les Voies Navigables de France

Sommaire

Rappels du projet	Page 4
Cadre législatif et réglementaire	Pages 4 – 5
La démarche administrative	Page 6
La procédure d'enquête publique (rappels)	Page 6
Avis sur la constitution du dossier	Pages 7 – 8
Avis sur la publicité	Page 9
Avis sur le déroulement de l'enquête publique	Pages 9 – 10 - 11
Avis sur les observations du public et leurs réponses par le pétitionnaire	Page 11
Analyse du projet	
Description du projet (rappels)	Pages 11 – 12
Objet et nature de la mise en compatibilité	Page 13
Contexte général du projet	Page 13
Les incompatibilités du PLUi de la Métropole de Lille avec le projet	Pages 14 - 15
La mise en compatibilité du PLUi de la Métropole de Lille avec le projet	Pages 15 – 16
Conclusions motivées du commissaire enquêteur	Pages 16 – 17 - 18

NOTA : L'ensemble des informations générales relatives à cette enquête publique unique, figurent dans le rapport principal TITRE I regroupant les quatre (4) procédures, à savoir :

- TITRE II : la Déclaration d'Utilité Publique (**Procédure 1**)
- TITRE III : l'Autorisation Unique au titre de la Loi sur l'Eau (**Procédure 2**)
- TITRE IV : le Dossier d'Enquête Parcellaire (**Procédure 3**)
- TITRE V : la Mise en Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (**Procédure 4**)
- TITRE VI : les annexes

Dans ce document ne figurent que les informations spécifiques à la procédure 4 dite « de Mise en Compatibilité du Document d'Urbanisme », ainsi que les avis et les conclusions du commissaire enquêteur.

En vertu de l'article L123-6 du Code de l'Environnement, l'ensemble des quatre (4) procédures sus visées, est regroupé en une enquête publique unique, organisée par la Préfecture de Lille, pour le compte des trois (3) maîtres d'ouvrages concernés, à savoir :

LE DEMANDEUR-PETITIONNAIRE :

VOIES NAVIGABLES DE France
Direction Territoriale Nord Pas de Calais
37, rue du Plat – BP 725
59034 LILLE Cedex

Un seul dossier de mise en compatibilité du document d'urbanisme a été déposé pour Enquête Publique Unique, par les Voies Navigables de France agissant pour son propre compte et en qualité de représentant et/ou de mandataire pour le compte des deux (2) autres maîtres d'Ouvrage en charge du Projet de Recalibrage de la Lys Mitoyenne, ci-après dénommés :

- Service Public de Wallonie (SPW) – 7500 Tournai Belgique
- Waterwegen en Zeekanaal NV (W&Z) - 9820 Merelbeke Belgique

Les autorisations administratives à obtenir pour la réalisation des travaux sur les trois (3) sections situées sur le territoire français, qui seront effectués par les trois (3) Maîtres d'Ouvrages sus nommés, sont sollicitées par les Voies Navigables de France (VNF) qui en est le porteur officiel du projet, pour son propre compte, et pour le compte des deux (2) autres maîtres d'ouvrage (SPW et W&Z).

Chaque Maître d'Ouvrage sera responsable de l'application des mesures en phase chantier.

Les Voies Navigables seront responsables de l'application des mesures compensatoires et de leurs suivis en territoire français, pour son compte et au titre des deux (2) autres maîtres d'Ouvrage.

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne
Présenté par les Voies Navigables de France

RAPPEL DU PROJET

La procédure « d'enquête publique » a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions, préalablement à certaines décisions, afin de permettre à l'autorité compétente de disposer de tous les éléments nécessaires à son information.

La présente enquête publique porte sur le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne de Deûlémont à Halluin.

Ce projet est un maillon de la liaison fluviale européenne Seine – Escaut, classée en 2004 parmi les trente (30) projets prioritaires du réseau Trans-Européen de Transport (RTE-T). Ce projet est également inscrit au Contrat de Plan Etat Région Haut de France 2015-2020.

La section concernée par les travaux de recalibrage, objet de la présente enquête publique, est comprise entre Deûlémont, à la confluence Deûle – Lys, et Halluin (France) / Menin (Belgique), au niveau du pont de Menin, soit un linéaire d'environ 16.6 km.

Cette partie de la Lys est dite « mitoyenne » de part sa situation géographique à la fois sur le territoire français et sur les territoires wallon et flamand en Belgique.

Les travaux seront réalisés sur le territoire français par les trois (3) Maîtres d'Ouvrage sus visés.

L'opération de recalibrage de la Lys Mitoyenne consistera essentiellement en un élargissement et en un approfondissement de la voie d'eau, par des travaux de terrassement, de reconstitution de berges et de dragage (voir dossier 1 « Rapport d'Enquête Publique Unique »).

CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique :

- articles L 110-1 à L 110-7 : L'enquête publique en vue de la déclaration d'utilité publique
- articles R 112-4 et R 131-3 : La forme déclarative de l'utilité publique et de la composition du dossier d'enquête publique
- articles R 11-15 à R 11-18 : Dispositions communes
- article R 11-19 : L'enquête parcellaire
- articles R 11-21 : L'utilité publique
- article R 131-3 : Enquête publique parcellaire

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne
Présenté par les Voies Navigables de France

Le Code de l'Environnement :

- articles L 123-1 à L 123-19 : Relatifs à l'enquête publique environnementale
- article R 123-1 : Les opérations susceptibles d'affecter l'environnement
- article L 123-6 : L'enquête publique unique
- article R 123-8 : Fixe la composition du dossier d'enquête publique
- articles L 122-1 à L 122-3 : Reprennent la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et le décret 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié, pris pour l'application de cette loi
- article R 122-2 : Les études d'impact
- articles R 122-4 et R 122-5 : Fixent la composition de l'étude d'impact
- articles L 210-1 et suivants, et R 211-1, R 214-1 et suivants : L'eau, les milieux aquatiques et marins ; les activités, installations et usage
- article L 214-1 et suivants, et R 214-1 et suivants : IOTA loi sur l'Eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2010
- articles L 215-14 : entretien des cours d'eau
- articles L 220 à L 226 : Loi sur l'air n°96-1236 du 30 décembre 2006
- article L 350-1 : Loi sur la mise en valeur des paysages n°93-24 du 8 janvier 1993
- articles L 126-1 et suivants : La déclaration de projet
- articles L 122-1 et L 122-7 : Le décret n°2009-496 du 30 avril 2009 relatif à l'autorité administrative de l'Etat compétent en matière d'environnement
- article L 411-2 : La dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés
- article L 414-1 et R 414-19 à 26 : La protection des réserves naturelles nationales et des sites classés

Code de l'urbanisme :

- article L 123-16 : La DUP emporte approbation des nouvelles dispositions des documents d'urbanisme
- articles L 153-54 à L 153-59 et R 153-14 : la mise en compatibilité des documents d'urbanisme
- articles L 300-2 et suivants et R 300-1 et suivants : La procédure de concertation

- loi alur n°2014-366 du 24 mars 2014
- loi grenelle n°2009-967 du 3 août 2009

Convention européenne dite « d’Espoo » :

Sur l'évaluation de l'impact environnemental dans un contexte transfrontalier, adopté le 10 septembre 1997 à Espoo en Finlande, stipulant les obligations des parties d'évaluer l'impact sur l'environnement de certaines activités.

LA DEMARCHE ADMINISTRATIVE

Préalablement à la réalisation des travaux prévus dans le cadre du projet dit « de Recalibrage de la Lys Mitoyenne », sus visé, ce projet doit être mis en compatibilité avec le document d'urbanisme dont la déclaration d'utilité publique est envisagée.

Cette Déclaration d'Utilité Publique (DUP) devra résulter des suites d'une enquête publique, conduite selon les dispositions du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique (notamment les articles L 110-1 et suivants) et du Code de l'Environnement.

La mise en compatibilité des documents d'urbanisme a été codifiée selon les articles L153-54 à L153-59 et R153-13 et R153-14 du Code de l'Urbanisme

Conformément à l'article L 123-6 du code de l'urbanisme, la DUP d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un document d'urbanisme peut intervenir dès lors que l'enquête publique a porté à la fois sur l'utilité publique de l'opération et sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme.

La DUP emporte alors approbation des nouvelles dispositions de ces documents d'urbanisme.

La mise en compatibilité se traduira par la création d'un emplacement réservé dans les zones intéressées par le projet ou par la modification de l'emplacement réservé actuel, et par une adaptation en conséquence de toutes les dispositions concernées par l'inscription dans les documents d'urbanisme de l'opération en question.

LA PROCEDURE D'ENQUETE PUBLIQUE (RAPPELS)

Suivant décision n°E18000116/59 du 8 août 2018, le Tribunal Administratif de Lille, a désigné Monsieur Dominique BOIDIN, en qualité de commissaire enquêteur,

Par Arrêté Préfectoral du Nord en date du 12 septembre 2018, il a été prescrit la mise à l'enquête publique du 1^{er} projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne sur les territoires de Bousbecque, Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq.

L'enquête publique s'est déroulée conformément aux dispositions du code de l'environnement, du code de l'Urbanisme et du code de l'Expropriation, d'une part, et des dispositions de l'Arrêté Préfectoral du 12 septembre 2018, sus visé, d'autre part.

Elle a été prescrite pour une durée de 33 jours consécutives, du lundi 15 octobre 2018 au vendredi 16 novembre 2018, inclus.

Un dossier a été soumis à enquête et un registre d'observations a, pendant la période du 15 octobre 2018 au 16 novembre 2018, été mis à la disposition du public, dans les locaux des mairies de Bousbecque, Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq.

Ledit dossier a par ailleurs été accessible en ligne, sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord.

L'enquête a été clôturée à 17h00, le vendredi 16 novembre 2018, après la sixième (6) permanence. Les registres ont été clos et signés le même jour, par les représentant des maires des communes concernés par ledit projet, et emporté par le commissaire enquêteur, le 22 novembre 2018.

Le procès verbal de synthèse des observations du public a été remis aux Voies Navigables de France, ainsi qu'à la Préfecture du Nord le 24 novembre 2018, à Madame Patriciat ROUY et de Messieurs Thierry DUTILLEUL, Stéphane DEHART, Vincent ROUSSEAU, représentants les Voies Navigables de France (VNF).

Comme prévu à l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'enquête publique du 12 septembre 2018, les Voies Navigables de France (VNF), ont fait part, sous 15 jours, conformément aux stipulations de l'article R 123-18 du Code de l'Environnement, de leur position au regard des observations et/ou remarques émises par le public, et des avis formulés par les Personnes Publiques Associées.

L'ensemble des observations et/ou remarques du public, des avis des Personnes Publiques Associées, ainsi que de la position des Voies Navigables de France (VNF), figurent dans la partie du dossier intitulée « Rapport d'enquête »

Avis

Dans les paragraphes suivants, l'avis du commissaire enquêteur est repris en italique

Avis sur la constitution du dossier

Le dossier d'enquête qui a été mis à la disposition du public comprenait :

- l'Arrêté Préfectoral du Nord en date du 12 septembre 2018 prescrivant l'enquête publique et ses modalités d'organisation
- les registres d'enquête destinés à recevoir les observations du public
- Un 1^{er} dossier intitulé « Dossier de Déclaration d'Utilité Publique » constitué de :
 - d'une note chapeau
 - d'une pièce 2 dite « DUP »
 - d'une pièce 3 dite « Résumé non technique »

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne
Présenté par les Voies Navigables de France

- d'une pièce 4 dite « Projet »
 - d'une pièce 5 dite « Etude d'Impact »
 - d'une pièce 6 dite « Atlas cartographique »
 - d'une pièce 7 dite « Annexes »
 - de la décision autorisant le lancement des procédures
- Un 2^{ème} dossier intitulé « Demande d'Autorisation Unique » constitué de :
- d'une note chapeau
 - d'une pièce 1 dite « Demandeur »
 - d'une pièce 2 dite « Contexte Réglementaire »
 - d'une pièce 3 dite « Résumé non technique »
 - d'une pièce 4 dite « Description du projet »
 - d'une pièce 5 dite « Etude d'Impact »
 - d'une pièce 6 dite « Dossier de Dérogation Espèces Protégés »
 - d'une pièce 7 dite « Atlas Cartographique »
 - d'une pièce 8 dite « Annexes »
 - d'une pièce 9 dite « Note Complémentaire »
 - d'une pièce 10 dite « Avis AE »
 - d'une pièce 11 dite « Avis CNPN »
 - d'une pièce 12 dite « Mémoire en réponse à l'avis de l'AE CGEDD »
- Un 3^{ème} dossier intitulé « Dossier d'Enquête Parcellaire » constitué de :
- d'une notice explicative sur l'établissement de l'état parcellaire et de l'état volumétrique
 - d'un Etat parcellaire en surface et en volume
 - de plans parcellaires
- Un 4^{ème} dossier intitulé « Dossier de Mise en Compatibilité du Document d'Urbanisme » constitué de :
- d'une Notice de Présentation
 - du Règlement de mise en compatibilité de la zone NE
 - du Règlement graphique – mis en compatibilité
 - Liste des emplacements réservés – mis en compatibilité
 - Annexes
- Le Procès-Verbal de la réunion du 17 novembre 2018 des Personnes Publiques Associées (PPA)

Le dossier est clair, structuré et sa lecture aisée, mais difficilement compréhensible par un public non averti.

Afin de mieux comprendre le projet envisagé, des éléments administratifs et des documents graphiques, ainsi qu'une note « chapeau », d'une grande qualité, y ont été intégrés, ce qui a permis au public, malgré tout, de se faire une idée assez précise du projet.

Le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne a été traité en toute transparence, et tous les sujets ont été abordés, tant du point de vue technique, environnemental, financier, que du point de vue du respect des législations en vigueur.

Le dossier soumis à enquête publique comprend l'ensemble des pièces exigées par les codes de l'environnement, de l'urbanisme et de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

L'Etude d'Impact est particulièrement bien réalisée, elle permet de cerner tous les effets et impacts sur l'environnement.

Avis sur la publicité

La publicité a été faite par voie de presse : La Voix du Nord du vendredi 28 septembre 2018 et du mercredi 17 octobre 2018 et Nord Eclair du vendredi 28 septembre 2018 et du mercredi 17 octobre 2018. Les encarts publicitaires sont joints en Annexe.

Par ailleurs la publicité a été effectuée par voie d'affichage dans les mairies des communes concernées par ledit projet de recalibrage de la Lys, et par les soins des Voies Navigables de France, le long de la Lys (36 panneaux implantés).

Les publications de l'Avis d'Enquête publique, quinze (15) jours avant le début de l'enquête publique et celles prévues dans les huit (8) premiers jours de son déroulement, dans deux (2) journaux, ont bien été observées.

J'ai pu à l'occasion des permanences réalisées, vérifier la conformité permanente de l'affichage des avis d'enquête publique.

Je considère que l'enquête a fait l'objet d'une publicité satisfaisante.

Avis sur le déroulement de l'enquête publique

Le dossier a été tenu à la disposition du public dans les mairies de Bousbecque Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq-Sud, où chacun a pu en prendre connaissance aux heures et jours habituels d'ouverture.

J'ai paraphé les registres des observations et assuré les modalités de clôture.

Je me suis tenu à la disposition du public, aux jours et heures, dans les mairies

Ci-après :

- de Comines (siège de l'enquête)
 - . le lundi 15 octobre 2018 de 14h00 à 17h30
 - . le vendredi 16 novembre 2018 de 14h00 à 17h30
- de Halluin
 - . le jeudi 18 octobre 2018 de 8h30 à 12h00
 - . le mercredi 31 octobre 2018 de 13h30 à 18h00
- de Deûlémont
 - . le samedi 10 novembre 2018 de 8h30 à 11h30
- de Bousbecque
 - . le samedi 27 octobre 2018 de 8h30 à 12h00

Le public s'est peu manifesté auprès du commissaire enquêteur, eut égard à l'importance du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne.

Les trente (30) visites ont eu lieu, durant les six (6) permanences, donnant lieu à quinze (15) remarques, cinq (5) lettres et un (1) courriel consignés sur les (6) registres d'enquête publique.

Trois (3) courriels ont été reçus sur le site internet de la Préfecture du Nord.

Les trente (30) visites sont en parties liées au souhait des visiteurs n'ayant pas mis de remarques aux registres d'enquête, au fait de pouvoir consulter le dossier d'enquête afin de connaître la nature détaillée du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne et des évolutions contenues dans la procédure en cours.

Pour les quinze (15) remarques et les cinq (5) lettres inscrites aux registres d'enquête, ainsi que pour les quatre (4) courriels, ils ont fait l'objet de réponses du pétitionnaire et d'une analyse, consultable dans le rapport principal TITRE I regroupant les quatre (4) enquêtes publiques.

L'enquête publique a été clôturée à 17h30, le vendredi 16 novembre 2018, après ma sixième (6) permanence.

J'ai récupéré les six (6) registres des mairies de Bousbecque, Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq-Sud, le jeudi 22 novembre 2018. J'ai clos ces registres le même jour.

Je n'ai remarqué aucune anomalie dans le déroulement de cette enquête et je considère qu'elle s'est déroulée d'une façon satisfaisante.

J'ai reçu un excellent accueil de la part du personnel des différentes mairies concernées par le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, ainsi des Voies Navigables et de la Préfecture du Nord.

J'ai fait l'objet d'une réelle attention de leur part. L'on m'a toujours clairement répondu aux questions posées.

Le nombre de permanences et leur durée ont été bien été estimés, permettant à chaque fois de recevoir le public qui s'est présenté et de consacrer du temps à chacun.

En conclusion de l'enquête publique :

Je dois préciser qu'il n'a été constaté aucun manquement aux règles relatives :

- à l'information pleine et entière*
- à l'affichage*
- à la publicité*
- à la mise à disposition du dossier et du registre au public*
- à l'obligation de permettre tout moyen d'expression légal*

Aucun incident n'est à signaler.

Avis sur les observations du public, de l'Autorité Environnementale, des Personnes Publiques Associées, et leurs réponses du pétitionnaire

La participation du public ne peut pas être considérée comme très importante. Il n'y a eu au total que 24 observations : 15 remarques, 5 lettres et 1 courriel inscrits ou consignés sur les registres communaux ainsi que trois (3) courriels reçus en préfecture du Nord.

Conformément à l'article L.123-3 du code de l'environnement, l'enquête publique a été conduite dans un but d'informer le public sur le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions, afin de permettre à l'autorité compétente de disposer de tous les éléments nécessaires à son information.

Toutes ces observations ont été portées à la connaissance des Voies Navigables de France (VNF). Ces derniers ont fait connaître leur position, conformément au mémoire en réponse en date du 7 décembre 2018, figurant en annexe dans la partie du dossier intitulée « Rapport d'enquête ».

Le public qui se sera déplacé et aura rédigé une observation sur le registre ou envoyé un courrier, trouvera la réponse à ses questions, au travers de ce rapport et du mémoire en réponse des Voies Navigables de France.

Je considère que les réponses données par les Voies Navigables de France (VNF), aux observations et/ou interrogations du public durant l'enquête publique, ne sont pas de nature à remettre en cause les objectifs du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne.

La majorité des remarques et/ou observations du public et celles figurant dans l'avis de l'Autorité Environnementale ont été prises en compte.

Par ailleurs, il n'y a pas d'observations spécifiques des Personnes Publiques Associées à la Mise en Compatibilité du document d'urbanisme des six (6) communes et de la Métropole Européenne de Lille, concernées par le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, conformément au procès-verbal de la réunion des PPA du vendredi 17 novembre 2017, dont le compte-rendu figure en « ANNEXES ».

ANALYSE DU PROJET

Description du projet (rappels)

Le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne, qui a été soumis à la présente enquête publique, correspond aux travaux qui seront réalisés sur le territoire français, uniquement, à savoir :

- l'ensemble des travaux de dragage et d'approfondissement de la partie du lit de la rivière située en France,

- la reconstitution et le terrassement des berges françaises, ainsi que la restauration des chemins de halage, avec le maintien de la continuité piétonne,

- les matériaux inertes seront principalement utilisés pour les remblais nécessaires au projet de traitement des berges, au remodelage des deux bras morts (Vert-Digue et Comines) dans le cadre de la réalisation des mesures compensatoires.

- les matériaux non inertes seront gérés par la ou les entreprises en charge des travaux de dragages.

- les mesures compensatoires liées aux travaux réalisés en France :

- le remodelage des deux bras morts (Vert-Digue et Comines) avec la création de hauts fonds pour recréer des habitats impactés par le dragage et la reconstitution de berge.

- la création d'une zone humide sur le site n°18 de Deûlémont, suite à la destruction de zones humides.

- la partie sur le territoire français de l'aménagement du franchissement piscicole au niveau de l'écluse de Comines.

- La voie d'eau comprendra également les aménagements spécifiques suivants :

- Un bassin de virement à Bousbecque dimensionné pour les navires de classe européenne dite Va+

- Une nouvelle zone de stationnement et/ou de croisement, dimensionnée pour les navires de classe Vb. Cette zone servira également à la régulation du trafic des navires de classe Vb au droit de Wervik.

- Deux nouvelles zones d'attente pour alternat total, dimensionné pour les navires de classe européennes Vb, pour le passage sous le pont de Comines.

Objet et nature de la Mise en Compatibilité

Rappels : La mise en compatibilité d'un document d'urbanisme a pour seul objet de permettre la réalisation de l'opération dont la déclaration d'utilité publique est envisagée.

Afin d'assurer cette mise en compatibilité du document d'urbanisme avec la DUP, un examen conjoint de l'Etat, de la Région, du Département, des autorités compétentes en matière d'organisation des transports urbains, des établissements publics compétents en matière de programme locaux d'habitats, de l'EPCI compétent en matière d'urbanisme et des communes directement concernées par le projet doit avoir lieu avant l'ouverture de l'enquête publique.

A l'issue de l'enquête publique, le dossier de mise en compatibilité du PLUi avec le projet sera soumis pour avis au Conseil Métropolitain, qui disposera d'un délai de deux (2) mois pour donner son avis. A défaut, il sera considéré comme favorable.

Effets de la DUP : La déclaration d'utilité publique de l'opération emporte approbation des nouvelles dispositions du document d'urbanisme opposable (article R153-14 du code de l'urbanisme). La modification du document d'urbanisme devient effective, dès publication de la DUP.

Les dispositions de la DUP seront intégrées dans le document d'urbanisme.

Contexte général du projet

Le présent projet soumis à une mise en compatibilité du document d'urbanisme porte sur le recalibrage de la Lys Mitoyenne entre Deûlémont et Halluin, tel qu'il est précisé dans le paragraphe « Description du projet (rappels) », visé plus haut.

Le projet concerne les six (6) communes françaises suivantes :
Deûlémont, Warneton, Comines France, Wervicq-Sud, Bousbecque et Halluin.

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne
Présenté par les Voies Navigables de France

Elles font partie de la Métropole Européenne de Lille, et sont couvertes par un seul document d'urbanisme : le PLUi de la Métropole Européenne de Lille (MEL).

La mise en compatibilité du projet sus visé, consistera à amender les points réglementaires du PLUi qui l'empêche d'aboutir, et à inscrire des règles supplémentaires garantissant la délivrance des autorisations d'urbanisme nécessaires, qui n'iront pas à l'encontre de sa réalisation définitive.

Il est par ailleurs rappelé que, suivant arrêté du 18 septembre 2015, le Préfet du Nord a décidé de ne pas soumettre à évaluation environnementale cette mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Métropole de Lille, bien que ce projet a des incidences sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2011/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Les incompatibilités du PLUi de la Métropole Européenne de Lille avec le projet de la Lys Mitoyenne

Ces incompatibilités sont présentées commune par commune :

- **Deûlémont** : est concernée la zone naturelle NE du règlement du PLUi de la MEL, qui est une zone de protection et de sauvegarde des milieux écologiques sensibles, des sites et des paysages. Elle ne mentionne pas la possibilité de recalibrage de la Lys Mitoyenne.

Il y a donc incompatibilité avec le PLUi.

Egalement concernée par la zone NE, les aménagements de compensation écologique prévus sur l'ancien site de dépôt n°18. Toutefois, ces aménagements ayant pour objet la valorisation et la restauration du milieu naturel ainsi que la prévention et la gestion des risques d'inondation, sont autorisés, et donc pas incompatibles avec le PLUi.

- **Warneton** : sont concernées la zone urbaine UF, le secteur agricole AP, les zones naturelles NE et NP, le secteur NPN.

Il en découle que l'élargissement d'une infrastructure de transport par voie fluviale n'est pas de nature à porter atteinte au fonctionnement des zones de développement économiques et commerciales, et à la qualité du paysage, et n'est donc pas incompatible avec les zones UF, AP, NP et NPN.

Seule la zone NE qui est une zone naturelle nécessite une mise en compatibilité.

Le projet de la Lys Mitoyenne intercepte également un emplacement réservé dit « dépôt de terres des Voies Navigables de France ». Son bénéficiaire étant les VNF et l'objet le dépôt de terre n'est pas incompatible.

- **Comines** : sont concernées la zone urbaine UA, le secteur UBA, la zone urbaine UE et le secteur urbain UGBN.

Il en découle que l'élargissement d'une infrastructure de transport par voie fluviale n'est pas de nature à porter atteinte au fonctionnement des zones de développement économiques et commerciales, et avec un environnement urbain.

- **Wervicq-Sud** : sont concernées les zones urbaines UA et UF, les zones naturelles NE et NP.

Il en découle que l'élargissement d'une infrastructure de transport par voie fluviale n'est pas de nature à porter atteinte au fonctionnement des zones de développement économiques et commerciales, et avec un environnement urbain.

Seule la zone NE qui est une zone naturelle nécessite une mise en compatibilité.

Le projet de la Lys Mitoyenne intercepte également des emplacements réservés dits « liaison piétonne, rue du Rivage, bord de Lys », « aménagement des abords du pont transfrontalier sur la Lys » et « aménagement des abords du pont frontière ». Aucun de ces emplacements réservés ne présente de totale incompatibilité avec ce projet.

- **Bousbecque** : sont concernées les zones urbaines UCB et UF, et la zone naturelle NE.

Il en découle que l'élargissement d'une infrastructure de transport par voie fluviale n'est pas de nature à porter atteinte au fonctionnement des zones de développement économiques et commerciales, et avec un environnement urbain.

Seule la zone NE qui est une zone naturelle nécessite une mise en compatibilité.

Le projet de la Lys Mitoyenne intercepte également l'emplacement réservé dit « mise en place d'un collecteur de transport des eaux pluviales et station de refoulement des eaux usées. Réalisation d'une piste d'accès. ».

Cet emplacement réservé ne présente aucune incompatibilité avec ce projet.

- **Halluin** : sont concernées la zone urbaine UF, les zones naturelles NE et NP.

Il en découle que l'élargissement d'une infrastructure de transport par voie fluviale n'est pas de nature à porter atteinte au fonctionnement des zones de développement économiques et commerciales, et avec un environnement urbain.

La zone NP autorise les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (...) ainsi que les extensions et améliorations de ceux existants, sous réserve de ne pas porter atteinte par leur nature à la qualité paysagère du site.

Seule la zone NE qui est une zone naturelle nécessite une mise en compatibilité.

Le projet de la Lys Mitoyenne intercepte également les emplacements réservés dits « bassin de stockage - restitution. », « jardins familiaux et serres municipales, rue de la Lys », et « liaison RD191 vers la N58 en Belgique ».

L'emplacement réservé intitulé « jardins familiaux et serres municipales, rue de la Lys » présente une incompatibilité partielle avec le projet, soit 5% de l'emprise initiale de 4,37 hectares de foncier. L'emprise impactée représente environ 2000 m².

La mise en compatibilité du PLUi de la Métropole Européenne de Lille avec le projet de la Lys Mitoyenne

Une mise en compatibilité du PLUi de la Métropole de Lille est nécessaire pour que le recalibrage de la Lys Mitoyenne puisse être mis en œuvre.

Elle consistera à modifier graphiquement et réglementairement la zone naturelle NE des six (6) communes concernées, telles que visées précédemment.

Une phrase sera insérée à l'article 2 du règlement de la zone NE, au paragraphe « travaux autorisés dans les zones NE », à savoir :

« 12 : les travaux et ouvrages nécessaires au projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne (dont le périmètre correspond à l'emplacement réservé dédié) et à ses mesures d'accompagnement écologique sous réserve qu'ils soient parfaitement intégrés au paysage et qu'ils ne portent pas atteinte à la sensibilité des milieux naturels. ».

Un emplacement réservé « R – Recalibrage de la Lys » sera ajouté à la liste des emplacements réservés de chacune des six (6) communes concernées.

Il y a lieu de revoir les dispositions en vigueur du PLUi de la MEL des communes de Bousbecque, Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq-Sud, afin de permettre la réalisation du projet de recalibrage de la Lys

Conclusions motivées du commissaire enquêteur :

- Après avoir étudié le dossier d'enquête
- Participé à une réunion, le 12 septembre 2018, de présentation par les Voies Navigables de France, du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne,
- Visité les lieux, et vérifié l'affichage avant ou après chacune de mes permanences
- Tenu six (6) permanences, qui ont permis de recevoir trente (30) personnes et de recueillir quinze (15) remarques écrites, cinq lettres et quatre (4) courriels
- Pris connaissance des avis exprimés par les Personnes Publiques Associées
- Dressé le procès verbal de synthèse des observations du public
- Remis aux Voies Navigables de France, et à la Préfecture du Nord, le 24 novembre 2018, le procès-verbal de synthèse des observations du public
- Étudié le mémoire en réponse du pétitionnaire

Le Commissaire enquêteur constate que :

- L'enquête n'a pas suscité l'intérêt de la part du public
- L'enquête a été organisée conformément aux réglementations en vigueur, et notamment aux articles L110.1 et suivants du code de l'expropriation, de l'article L123.1 du code de l'environnement, et en vertu de l'article L123.6 du code de l'environnement, regroupant les quatre (4) procédures en une enquête publique unique, ainsi que de l'arrêté préfectoral du Nord en date du 12 septembre 2018
- Vu la réflexion sur le projet et ses conséquences
- Vu la régularité de la procédure appliquée à l'enquête publique et sur son déroulement :
 - délais d'affichage,
 - permanences,
 - publicité,
 - accueil du public.
 - mise à disposition du dossier
 - registres d'observations
- Vu les quinze (15) remarques, les cinq (5) lettres et le courriel inscrits ou consignés dans les registres communaux des observations, ainsi que les trois (3) courriels reçus en préfecture de Lille,
- Vu le Mémoire en réponse du Pétitionnaire, en date du 7 décembre 2018
- Vu les avis exprimés à ce jour par les personnes publiques associées, et du procès-verbal du compte rendu du 14 décembre 2017, et qui fait suite à la réunion des PPA du 17 novembre 2017
- Vu l'avis favorable du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) du 29 septembre 2017 n°2017-06-13c00760
- Vu l'arrêté préfectoral du Nord en date du 18 septembre 2015 qui décide de ne pas soumettre à évaluation environnementale, la mise en compatibilité du PLUi de la MEL
- Vu le dossier d'études d'impact sur l'environnement, de l'avis n°2015-62 du 25 octobre 2017 de l'Autorité Environnementale et du mémoire de réponse des Voies Navigables de France (juillet 2018),
- Vu l'avis favorable de l'Agence Régionale de la Santé du 28 mars 2017, du bilan socio-économique, du bilan carbone/consommation de l'énergie, des différentes concertations intervenues durant la phase avant-projet avec les territoires traversés, des communes concernées par la mise en compatibilité du PLU i, de la Métropole Européenne de Lille, des associations environnementales et autres, ainsi que de l'estimation financière prévisionnelle global du projet et de sa répartition entre les trois (3) territoires

Et considérant que :

- Au terme d'une enquête publique unique regroupant les quatre (4) procédures en cours, de 33 jours, et après avoir tenu six (6) permanences et analysé l'ensemble des avantages et des inconvénients relatifs au projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne
- Il n'est rapporté aucun incident notable qui aurait pu perturber le bon déroulement de l'enquête publique
- Les expropriations envisagées sont nécessaires pour atteindre les objectifs du projet
- Le coût de réalisation dudit projet ne paraît pas déraisonnable, par rapport à d'autres projets similaires
- Il n'existe aucun intérêt social majeur justifiant le refus de l'utilité publique à cette opération
- Les observations enregistrées dans les registres d'enquête publique ne remettent pas en cause la réalisation du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne
- Les avantages que représentent ce projet l'emportent sur les inconvénients qu'il génère
- Les dispositions du document d'urbanisme des six (6) communes concernées (PLUi de la Métropole Européenne de Lille) ne permettent pas, en l'état, la réalisation du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne
- La Déclaration d'Utilité Publique ne peut intervenir qu'au terme de la procédure de mise en compatibilité dudit document d'urbanisme

En fonction de l'ensemble des éléments précités,

Et compte tenu que la Déclaration d'Utilité Publique dudit projet impose la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, (articles L153-54 à L153-59 et R153-13 du Code de l'Urbanisme), et emporte approbation des nouvelles dispositions du document d'urbanisme opposable (article R153-14 du Code de l'Urbanisme), cette modification devenant effective dès la publication de la DUP,

Le commissaire enquêteur émet un : Avis Favorable à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Métropole Européenne de Lille (PLUi de la MEL) des communes de Bousbecque, Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq-Sud, nécessaires à la réalisation du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, tel qu'il est présenté aujourd'hui par le pétitionnaire, dans le dossier soumis à enquête publique, exposé dans le rapport et rappelé ci-après,

à savoir :

Elle consistera à modifier graphiquement et réglementairement la zone naturelle NE des six (6) communes concernées, telles que visées précédemment.

Une phrase sera insérée à l'article 2 du règlement de la zone NE, au paragraphe « travaux autorisés dans les zones NE », à savoir :

« 12 : les travaux et ouvrages nécessaires au projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne (dont le périmètre correspond à l'emplacement réservé dédié) et à ses mesures

d'accompagnement écologique sous réserve qu'ils soient parfaitement intégrés au paysage et qu'ils ne portent pas atteinte à la sensibilité des milieux naturels. ».

Un emplacement réservé « R – Recalibrage de la Lys » sera ajouté à la liste des emplacements réservés de chacune des six (6) communes concernées.

Cet avis favorable n'est assorti d'aucune réserve, ni recommandation, compte-tenu des réponses apportées par les Voies Navigables de France.

Conclusions et Avis établis
A WICRES le 12 décembre 2018

Le Commissaire Enquêteur



Dominique BOIDIN